

S.M.A.D.

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

S&W Associés

65, rue la Boétie, 75008 Paris
Tel : +33(0)1 45 01 20 24



www.brsw.fr

Société par actions simplifiée d'expertise comptable et de commissariat aux comptes au capital de 500 000 euros. RCS Paris 414 818 930
Numéro de TVA intracommunautaire FR 55 414 818 930 - Inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de la région Parisienne Membre
de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris.

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

S.M.A.D

Bâtiment Espace Lieusaint
96 rue de Paris
77 127 Lieusaint

Aux Adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association S.M.A.D relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe « Changement de réglementation comptable » relative à la première application du règlement ANC N°2022-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en

œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 16 avril 2026

Le commissaire aux comptes
S & W Associés



Iris Ouaknine
Associée

SMAD BILAN AU 31 DECEMBRE 2025

en euros

ACTIF	31/12/2025			31/12/2024
	Montant brut	Amortissements et dépréciations	Montant net	Montant net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Logiciels	5 081	4 421	660	0
Immobilisations corporelles				
Agencements	100 567	89 458	11 109	2 402
Matériel de bureau et informatique	14 474,40	8 617	5 857	10 709
Mobilier	18 230	15 434	2 796	1 398
Matériel	2 150	1 613	538	538
Matériel de transport	18 700	2 416	16 284	
Immobilisations financières				
Dépôts et cautionnements versés	14 730		14 730	14 730
TOTAL I	173 933	121 959	51 973	29 776
Compte de liaison				
TOTAL II				
ACTIF CIRCULANT				
Créances				
Produits à recevoir	24 824		24 824	29 778
Disponibilités et Valeurs mobilières de placement	2 424 579		2 424 579	2 773 604
Charges constatées d'avance	1 077		1 077	1 242
TOTAL III	2 450 480		2 450 480	2 804 624
TOTAL GENERAL	2 624 412	121 959	2 502 453	2 834 400

SMAD BILAN AU 31 DECEMBRE 2025

en euros

PASSIF	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Réserves		
Excédents affectés à l'investissement	112 241	112 241
Excédents affectés à la trésorerie (Réserve de couverture du BFR)	129 378	129 378
Réserve de compensation des déficits	589 551	617 010
Réserve de compensation des charges d'amortissement	45 000	45 000
Report à nouveau		
Report à nouveau excédentaire	238 028	238 028
Report à nouveau affecté au financement des mesures d'exploitation	65 100	65 100
Résultat de l'exercice	379 994	-27 459
Provisions réglementées	21 957	21 957
TOTAL I	1 581 250	1 201 256
Provisions pour charges		
Indemnités de fin de carrière	148 696	187 913
Fonds dédiés ou reportés		
Fonds dédiés investissements	18 713	
Fonds dédiés exploitation	120 771	57 097
TOTAL II	288 180	245 010
DETTES		
Emprunts et dettes financières		
Dépôts et cautionnements reçus	3 812	3 812
Dettes fiscales et sociales		
Rémunérations dues	1 951	
Dettes provision congés payés	212 498	175 048
Dettes provision RTT à payer	40 410	34 585
Dettes provision RC à payer	12 925	7 423
Charges sociales sur CP à payer	112 262	91 025
Charges sociales sur RTT à payer	21 345	17 984
Charges sociales sur RC à payer	6 827	3 860
Dettes sociales	123 313	148 336
Autres dettes		
Dettes fiscales	21 088	3 248
Charges à payer	76 593	60 753
Produits constatés d'avance		842 061
TOTAL III	633 023	1 388 135
TOTAL GENERAL	2 502 453	2 834 400

SMAD COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2025

en euros

CHARGES	31/12/2025	31/12/2024
Charges d'exploitation		
Achats de consommables		930
Achats non stockés de matières et fournitures	69 220	63 653
Services extérieurs et autres	844 173	652 976
Impôts, taxes et versements assimilés	226 298	163 413
Charges de personnel		
Salaires et traitements	1 942 426	1 688 348
Charges sociales	781 191	653 236
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Dotations aux amortissements et provisions	13 243	20 516
Reports en fonds dédiés	97 788	41 132
Autres charges	1 212	780
Total I	3 975 550	3 284 984
Charges financières		
Total II		
Charges exceptionnelles		
Dotations aux provisions réglementées	0	0
TOTAL III	0	0
TOTAL DES CHARGES	3 975 550	3 284 984
RESULTAT (DEBITEUR) / CREDITEUR	379 994	-27 459
TOTAL GENERAL	4 355 544	3 257 525

SMAD COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2025

en euros

PRODUITS	31/12/2025	31/12/2024
Produits d'exploitation		
Vente de consommables	660	407
Dotations et produits de tarification	4 210 003	3 114 357
Utilisation de fonds dédiés et de fonds reportés	15 399	57 210
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	55 213	0
Transferts de charges d'exploitation		10 258
Autres produits	36 661	26 177
Total I	4 317 936	3 208 409
Produits financiers		
Revenus des VMP	37 608	38 340
Total II	37 608	38 340
Produits exceptionnels		10 776
TOTAL III	0	10 776
TOTAL DES PRODUITS	4 355 544	3 257 525
RESULTAT DEBITEUR		
TOTAL GENERAL	4 355 544	3 257 525



ANNEXE DES ETATS FINANCIERS DU 01/01/2025 AU 31/12/2025

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31 décembre 2025 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31 décembre 2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 2 502 453 euros.

Le résultat net comptable est bénéficiaire de 379 994 euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

INFORMATIONS GENERALES

Le SMAD, Association du Service de Maintien à Domicile pour personnes âgées et dépendantes, créée en 1983, est une association régie par la loi du 1^{er} Juillet 1901, ayant pour objet d'assurer le maintien à domicile des personnes âgées et dépendantes.

Par dispositions administratives successives, ses capacités d'accueil courantes sont :

- 232 places pour les personnes âgées (soit 162 places antérieures plus 70 places nouvelles à la suite du transfert du SSIAD de Brie Comte Robert à compter du 01/12/2024 ; cf § Faits caractéristiques de l'exercice infra)
- 3 places pour les personnes handicapées
- 23 places pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer (soit 20 places antérieures plus 3 nouvelles places accordées en 12/2025).

Au 31/12/2025, l'équipe du SMAD est composée de 54 salariés correspondant à 53.17 ETP répartis de la façon suivante :

Équipe SSIAD (48.37 ETP) pour un prévisionnel de 53.55 ETP

- Administratifs et Direction : 5 salariées pour 5.00 ETP (1 directrice et 4 administratifs)
- Equipe soignante : 4 salariées IDEC pour 4 ETP
: 8 salariées IDE pour 8 ETP
: 32 salariés AS pour 31.37 ETP

Equipe ESA (4.80 ETP) pour un prévisionnel de 6 ETP

- Equipe soignante : 1 salariée IDEC pour 0,5 ETP
: 1 salariée ergothérapeute pour 1 ETP
: 1 salariée psychomotricienne pour 0.89 ETP
: 3 salariées ASG pour 2.41 ETP

Le SMAD a signé un contrat CPOM (Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens) en décembre 2019 pour une durée de 5 ans à compter du 1er janvier 2020. Ce contrat a été prolongé, dans les mêmes conditions en date du 26 novembre 2024 pour une durée d'un an soit à compter du 01 janvier 2025. En ce qui concerne l'exercice 2026, l'administration ne s'est pas manifestée pour proroger le CPOM, arrivant à terme, en conséquence de quoi, le CPOM continue à s'appliquer dans les mêmes conditions à partir du 1^{er} janvier 2026, dans l'attente d'une notification de l'ARS.

▪ **Activité réalisée**

Deux indicateurs cibles sont retenus dans le CPOM : le taux d'occupation à réaliser à 80% et le nombre d'interventions à 110%.

- **PA et PH :** 232 places attribuées à des personnes âgées
3 places attribuées à des personnes handicapées
24 communes
Nombre de journées théoriques 85 775
Nombre de journées effectuées 51 373
Nombre d'interventions 93 349
Au cours de cet exercice les indicateurs réalisés sont de 59.89 % en taux d'occupation et de 108.95% en taux d'interventions.

La baisse du taux d'occupation s'explique par plusieurs facteurs :

- 1) La reprise du SSIAD de Brie Comte Robert en 12/2024 a désorganisé l'activité du fait qu'aucun personnel de cette structure n'a suivi ce transfert d'activité.
- 2) La difficulté de recrutement du personnel aide-soignant avec un taux de renouvellement du personnel de 50 % (30 entrées et 25 sorties),
- 3) Un taux d'absentéisme de 12.53 %, pour moitié arrêts dus à des accidents de travail, et pour moitié à des arrêts maladie.

- **ESA :** 23 places (3 places supplémentaires accordées à partir du 01/12/2025)
36 communes
Nombre de séances théoriques 3 012
Nombre de séances réalisées 1 897
Taux d'intervention 62.98% (pour 80.79 % en 2024)

La baisse du taux d'intervention est consécutive à un taux d'absentéisme de 18.11 %, relatif à 2 congés maternité et 1 arrêt maladie.



- **Objectifs prévus, inscrits dans le CPOM (2020-2024)**

Axe 1 : Diversifier l'offre et renforcer la coordination avec les partenaires sanitaires et médico-sociaux

Axe 2 : Simplifier le parcours de vie des personnes et faire évoluer l'accompagnement

Axe 3 : Optimiser la gestion des services.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les règlements comptables applicables à l'établissement des comptes annuels de l'Association, entrés en application pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020 sont les suivants :

- Règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif;
- Règlement ANC n° 2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales.

Les autres dispositions du PCG, c'est-à-dire du Règlement ANC n° 2014-03 non spécifiques au secteur non lucratif, demeurent par ailleurs applicables.

Changement de réglementation comptable

Le règlement ANC N°2022-06, homologué le 30 décembre 2023, relatif à la modernisation des états financiers, modifie le plan comptable général et s'applique à compter du 1^{er} janvier 2025. En coordination avec le règlement ANC N°2022-06, le règlement ANC N°2023-03 du 7 juillet 2023 modifie le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Notamment, le règlement ANC N°2022-06 modifie la définition du résultat exceptionnel, supprime la technique des transferts de charges et modifie les modèles d'états financiers. Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions de ce règlement, il n'y a pas d'incidence significative du nouveau règlement sur les états financiers 2025 et 2024.

Les conventions ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base sus énoncées.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- **Immobilisations incorporelles**

Les logiciels sont dépréciés sur 1 an suivant le mode linéaire.

- **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

La nature des immobilisations figurant à l'actif du bilan ne justifie pas leur ventilation par composant.



Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Agencements	5 à 10 ans Linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans Linéaire
Mobilier	10 ans Linéaire

€	Valeur d'acquisition	Amortissements pratiqués	Valeur nette
Logiciel	5 081,46	4 421,46	660,00
Agencements	100 567,22	89 457,74	11 109,48
Mobilier	18 230,00	15 434,45	2 795,55
Matériel de bureau	14 474,40	8 617,22	5 857,18
Matériel	2 150,09	1 612,57	537,52
Matériel de transport	18 700,00	2 415,97	16 284,03
Immobilisations financières	14 729,51	0	14 729,51
TOTAL	173 932,68	121 959,41	51 973,27

Les immobilisations financières sont constituées du dépôt de garantie relatif aux locaux de l'Association

▪ Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur vénale est inférieure à leur valeur comptable.

Produits à recevoir : 24 598,19 euros

Le poste produits à recevoir comprend principalement les intérêts courus sur comptes à terme.

- Trésorerie et comptes à terme

Au 31 décembre 2025, les comptes de trésorerie se décomposent comme suit :

Disponibilités : 842 866,84 euros

Comptes à terme et livrets : 1 581 712,37 euros

Total : **2 424 579,21 euros**

■ Provisions réglementées

Le solde de provisions réglementées au 31/12/2025 correspond à la dotation constituée en 2023 au titre des produits financiers pour 21.957,33 euros.

Une provision réglementée est une provision qui ne correspond pas à l'objet normal d'une provision. Elle est comptabilisée en application de dispositions légales. Ces provisions ont le caractère de réserves et servent à faire augmenter les capitaux propres et à diminuer le bénéfice.

Cette possibilité est offerte par les textes applicables aux ESSMS au titre des produits financiers. Cette provision permet donc de neutraliser les produits financiers avant affectation du résultat.

■ Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite envers un tiers, résultant d'événements passés qui provoquera probablement ou certainement une sortie de ressources et dont l'évaluation peut être effectuée avec une fiabilité suffisante.

Les provisions comprennent les engagements de retraite et autres avantages.

Engagements de retraite et autres avantages accordés aux salariés

Les engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite sont pris en compte par des provisions pour indemnités de fin de carrière à hauteur de 148 695,60 euros au 31 décembre 2025, intégrant une reprise de provision de 39 218 euros dont 21 938,88 euros liés au départ en retraite de la comptable. Les provisions pour retraite ont été calculées en évaluant selon la méthode actuarielle ce que l'association devrait verser à ses salariés partant en retraite.

Les principales hypothèses retenues dans le calcul des engagements de retraite sont les suivantes :

- Obligations définies par la convention collective 51 et les usages d'entreprise du SMAD
- Méthode prospective fondée sur les salaires et les droits de fin de carrière
- Table de mortalité INSEE
- Âge de départ à la retraite à 62 ans
- Taux de progression des salaires de 1%
- Taux de rotation du personnel entre 0 et 10% en fonction de la tranche d'âge
- Taux d'actualisation 3,96%.

▪ Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales au 31 décembre 2025 sont composées des provisions pour congés payés, RTT et repos compensateur ainsi que des charges sociales y afférentes.

DETTES FISCALES ET SOCIALES (€)	31/12/2025	31/12/2024
Provision congés à payer	212 497,62	175 047,51
Provisions RTT à payer	40 409,87	34 585,36
Provision RC à payer	12 924,74	7 423,20
Charges sur CP à payer	112 262,49	91 024,71
Charges sur RTT à payer	21 344,50	17 984,39
Charges sur RC à payer	6 826,85	3 860,06
 Dettes fiscales	 3 634,00	 3 247,00
 Dettes sociales	 120 492,33	 148 335,79
 Taxes sur salaires	 13 805,82	
 OPCO Santé	 3 648,17	
 Rémunération dues	 1 950,69	
 Urssaf	 2 820,88	
 TOTAL	 552 617.96	 481 508.02

▪ Autres dettes

Les autres dettes au 31 décembre 2025 s'élèvent à 76 593,12 €uros et sont essentiellement composées des charges de personnel intérimaire de décembre 2025 (18 368,59 euros), honoraires à payer (19 872 €uros), facture SAN 4T 2025 (13 245,00 €uros) et cotisations et autres charges à payer (25 107 €uros).

▪ Produits d'exploitation. Produits du tiers financeur

Les produits d'exploitation sont essentiellement constitués de la dotation annuelle globale de soins reçue de l'Agence Régionale de Santé. Cette dotation est versée mensuellement par 12eme sur les bases du budget accordé par l'organisme financeur.

Au 31 décembre 2025 ces produits incluent également 105 000 euros de CNR (crédits non reconductibles).



- **Autres produits**

Les autres produits sont constitués des revenus du bail de sous location d'une partie des locaux à hauteur de 36 154,77 €uros dans le cadre du contrat signé entre le SMAD et VYVCARE ayant pris effet au 18 octobre 2017, et renouvelé le 18 décembre 2025 pour une année reconductible

- **Résultat exceptionnel**

A compter du 1^{er} janvier 2025, conformément à l'article 513-5 du PCG, le résultat exceptionnel comprend les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel et qui n'auraient pas été constatés en l'absence de cet événement.

- **Décomposition des Fonds propres et réserves au 31.12.2025**

Postérieurement à l'entrée en application de la réglementation comptable pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020 d'une part (Règlement ANC 2018-06 et Règlement ANC 2019-04) et à la signature du CPOM en décembre 2019 d'autre part, la décomposition des fonds propres et des réserves se présente comme suit :

<i>En €uros</i>	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2024	Affectation 2024	31/12/2025
Réserve de trésorerie (réserve de couverture du BFR)	129 378	129 378	129 378	129 378		129 378
Réserve de compensation des déficits	473 834	473 834	473 834	617 009	(27 459)	589 550
Réserve d'investissements	112 241	112 241	112 241	112 241		112 241
Réserve de compensation des charges d'amortissements		45 000	45 000	45 000		45 000
Sous total réserves	715 452	760 453	760 453	903 628		876 169
Report à nouveau affecté au financement des mesures d'exploitation		20 501	7 600	65 100		65 100
Report à nouveau		121 335	238 028	238 028		238 028
Provision réglementée produits financiers			21 957	21 957		21 957
Résultat de l'exercice	186 834	103 793	200 676	(27 459)		379 994
TOTAL	902 288	1 006 082	1 228 715	1 201 255	(27 459)	1 581 249



Pour mémoire, les réserves présentes au 31/12/2020 antérieurement à la mise en place du CPOM à hauteur de 560 157 €uros avaient été constituées selon les affectations notifiées antérieurement par l'ARS.

Pour mémoire également, le contrat CPOM signé en date du 11 décembre 2019 précisait que les résultats sont libres d'affectation pour le gestionnaire.

▪ **Fonds dédiés**

Les fonds dédiés enregistrent la partie des ressources affectées par le tiers financeur (l'ARS) à des projets définis au titre des Crédits Non Reconductibles (CNR) et qui n'ont pas encore pu être utilisées selon leur objet.

Les sommes inscrites en « Fonds dédiés » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de la réalisation des engagements, par le crédit du compte 789 « Report des ressources non utilisés des exercices antérieurs ».

Les CNR accordés au cours de l'exercice et non utilisés à la clôture sont enregistrés en charges au compte 689 « Engagements à réaliser sur ressources affectées ».

Dans le cadre du Règlement ANC 2018-06, les charges et produits relatifs aux fonds dédiés font partie du résultat d'exploitation.

Suivi des fonds dédiés au 31.12.2025

En €uros	Solde CNR 31/12/2024	CNR accordés en 2025	CNR utilisés en 2025	Solde Fonds dédiés au 31/12/2025
CNR 2015	1 125			1 125
CNR 2016	3 892			3 892
CNR 2018	1 340			1 340
CNR 2019	401			401
CNR 2021	3 634			3 634
CNR 2023	5 573		5 512	61
CNR 2024	41 132		26 465	14 667
CNR 2025		105 000	7 212	97 788
TOTAL	57 097	105 000	39 189	122 908

Les CNR accordées en 2025 (décision tarifaire n°23525 du 02/12/2025) pour un montant de 105 000 € se ventilent comme suit :



- Reprise du SSIAD Brie Comte Robert et autres mesures : 90 000 € :
 - 10 944.00 € abonnement Délégué à la Protection des données (DPO)
 - 195.60 € antivirus
 - 25 064.40 € Mise en place CSE (reprise SSIAD Brie Comte Robert)
 - 6 312.00 € Formation Comité Social Economique (CSE)
 - 3 009.00 € Médecine du travail (reprise SSIAD Brie)
 - 28 512.00 € Formation soignants (reprise SSIAD Brie),
 - 13 236.00 € Assurance (reprise SSIAD Brie)
 - 2 727.00 € Téléphonie (reprise SSIAD Brie)

L'accord de ces CNR résultent d'une demande du SMAD consécutive aux frais prévisionnels du transfert d'activité du SSIAD de Brie.

- Accompagnement juridique réforme des Service Autonomie à Domicile Mixte : 15 000 €

▪ **Etat des échéances des créances et des dettes**

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations Prêts Autres immobilisations financières	14 729		14 729
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE	14 729		14 729
Clients douteux ou litigieux Autres créances clients Créance représentative de titres prêtés Personnel et comptes rattachés Sécurité sociale et autres organismes sociaux Etat - Impôts sur les bénéfices Etat - Taxe sur la valeur ajoutée Etat - Autres impôts, taxes et versements assimilés Etat - Divers Groupe et associés Débiteurs divers	156 69 24 598	156 69 24 598	
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT	24 824	24 824	
Charges constatées d'avance	1 076	1 076	
TOTAL GENERAL	40 630	25 900	14 729

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Auprès des établissements de crédit : - à 2 ans maximum à l'origine - à plus de 2 ans à l'origine Emprunts et dettes financières divers Fournisseurs et comptes rattachés Personnel et comptes rattachés Sécurité sociale et autres organismes Impôts sur les bénéfices Taxe sur la valeur ajoutée Obligations cautionnées Autres impôts, taxes et assimilés Dettes sur immo. et comptes rattachés Groupe et associés Autres dettes Dette représentat. de titres empruntés Produits constatés d'avance	3 812 267 782 263 748 21 087 76 594	 267 782 263 748 21 087 76 594	3 812	
TOTAL GENERAL	633 025	629 212	3 812	

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

▪ **SSIAD : Reprise du SSIAD Brie-Comte-Robert**

Au 1^{er} décembre 2024, par arrêté n°2024-349 de l'ARS Ile de France il a été notifié au SMAD l'approbation de cessation d'autorisation du Service de Soins Infirmiers A Domicile (SSIAD) de Brie Comte Robert d'une capacité de 70 places attribuées à des personnes âgées, géré par le Groupe Hospitalier Sud Ile de France, au profit de l'association du Service de Maintien A Domicile pour personnes Agées et pour Personnes dépendantes (SMAD), portant ainsi sa capacité totale à 232 places personnes âgées, 3 places personnes handicapées et 20 places équipe spécialisée Alzheimer (ESA). De plus, 3 nouvelles places ESA ont été accordées au 1^{er} décembre 2025.

Ce transfert d'activité a nécessité une réorganisation du service, et a nécessité plusieurs embauches.

La difficulté de recrutement du personnel aide-soignant et son turn over élevé (50 %), auquel s'adjoint un taux d'absentéisme de 12.53% ont engendré une diminution du taux d'occupation à 59.89 % et 108.95% en taux d'interventions, pour 68.03% du taux d'occupation et 129.45 % du taux d'interventions pour l'exercice 2024).

• **ESA**

Le taux d'intervention a fortement chuté, 62.98% (pour 80.79 % en 2024) surtout au cours du second trimestre, du fait d'un taux d'absentéisme à 18.11 %.

Ce contexte n'est pas favorable, d'autant plus que l'ARS (arrêté 2026-009 du 01/12/2025) nous a accordé 3 places supplémentaires et un temps partiel de psychologue le 19/12/2025.

▪ **Revalorisations salariales. Prime de partage de la valeur (PPV), Chèques cadeau et culture, prime transport et prime présentielle**

Au cours de cet exercice, le SMAD a pris la décision d'attribuer sur ses fonds propres un ensemble de dispositions relatives aux émoluments salariaux, afin de gratifier et fidéliser chaque membre de l'équipe

- Prime de Partage de la Valeur (59 930.02 € pour 87 538 € en 2024)
- Chèques CADHOC pour un montant de 11 564 Euros, attribués en décembre de chaque année
- Chèques CULTURE pour un montant de 8 142 Euros, attribués en juin de chaque année
- Prime Transport, d'un montant de 4 990.89 € pour (4 827,86 Euros en 2024). Cette prime est attribuée en décembre de chaque année. Cette prime est versée par le SMAD au personnel n'ayant pas de voiture de service (contrat domicile).
- Prime présentielle Une Prime présentielle mensuelle de 50 euros net/mois, a été attribuée dès octobre 2025 aux salariés ne présentant aucune absence au poste de travail au cours du mois considéré. Le montant de cette prime (total chargé) sur les mois d'octobre à décembre 2025 est de 11 995 euros.



▪ Renouvellement du bail et du contrat de sous location

Le renouvellement du bail de nos locaux a été signé le 30 juin 2025.

Le loyer et les charges des 2 plateaux s'élèvent en année pleine à 99 088.80 € réparti comme suit :

- Loyer : 62 790 HT (pour 46 900 € HT le bail précédent) 75 348.00 TTC
- Provisions sur charges : 18 240.00 € TTC
- Taxes sur les bureaux : 3 326.40 € TTC
- Ordures ménagères : 2 174.40 € TTC

Ce bail principal a été consenti pour une durée de 9 ans à compter du 1^{er} juillet 2025 pour se terminer le 30 juin 2034.

Contrat de sous-location

Ce contrat a été signé le 18 décembre 2025 avec l'union mutualiste VYV3 Ile de France, à la condition soumise de notre colocataire : « *une durée d'engagement d'un an renouvelable et la possibilité de résiliation avant le terme moyennant un préavis de 6 mois* », avec effet au 1^{er} juillet 2025.

Cette condition permettra au SMAD de récupérer les locaux avec plus de flexibilité.

➤ Création d'un SAD mixte

Le décret du 13 juillet 2023, impose aux SSIAD le dépôt d'une demande de création de service d'autonomie à domicile mixte avant le 31 décembre 2025, et de s'adjoindre une activité d'aide à celle des soins, en fonctionnement unique (locaux, et fonctions supports), sur un territoire unique.

Pour ce faire le SMAD s'est rapproché du Service d'Aide A Domicile (SAAD) du CCAS de Combs la ville, afin de coopérer à sa reprise d'activité.

Le Conseil Départemental et l'ARS ont confirmé l'acceptation d'un territoire commun (soit celui du SSIAD du SMAD), condition sine qua non de cette réforme.

Afin de mener à bien ce rapprochement et construire cette coopération de façon plus concrète et adaptée sur notre territoire, le SMAD s'est orienté vers une convention de coopération signée par le Président du CCAS et maire de Combs la ville, Monsieur Guy GEOFFROY, et notre Président Monsieur Jean KIRCHHEIM, en date du 27 novembre 2025, se prolongeant sur une période transitoire de 5 ans, conforme à la réforme, pour devenir entité unique à la fin de cette période

Pour la mise en place de la convention de coopération, et l'accompagnement à la structuration du futur SAD Mixte, le SMAD a missionné le cabinet CAPSAN (cabinet juridique spécialisé dans les projets SAD Mixte), jusqu'à la fin de la période transitoire.

Cette mission de service a été validée pour 22 400 €; dont 15 000 € financés par l'ARS.



- **Réforme sur la tarification des soins à domicile**

Pour rappel, la mise en œuvre de la réforme relative au financement de la sécurité sociale instaurant un nouveau modèle de dotation globale, se basant sur un forfait global de soins des SSIAD, calibré en fonction du niveau de dépendance et du besoin en soins et interventions des personnes accompagnées, s'effectue progressivement par tranche de 20% sur 5 ans de 2023 à 2027, date à laquelle le forfait global de soins sera entièrement calculé selon les nouvelles modalités de financement, sur la base de recueil de données SIDOBA

Le financement 2025, dépende de la campagne SIDOBA 2024-2025

- **Evènements**

Le 28 novembre 2025 a été organisé le 40ème anniversaire du SSIAD, autour d'un cocktail dinatoire.

- **Téléconsultation Axe n°1 du CPOM : diversifier l'offre et renforcer la coordination**

- **Téléconsultation**

Comme prévu au cours de l'exercice précédent, nous avons mis en place la téléconsultation permettant la continuité des soins et ainsi d'éviter aux personnes en perte d'autonomie, des ruptures de leur prise en charge et de leurs traitements. Elle est proposée à des usagers n'ayant plus de médecin traitant. Au cours de cet exercice, le SMAD a décidé de développer cette téléconsultation auprès des 46 médecins traitant des usagers suivis par le SSIAD.

ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

- **Mise en place d'une nouvelle téléphonie adaptée ORDAGO**

ORDAGO est notre opérateur téléphonique expert du médicosocial, et travaille en collaboration avec APOLOGIC WEB, notre logiciel de soin. Notre partenariat étant depuis plusieurs années orienté vers la téléphonie portable pour l'ensemble de nos agents soignants.

Notre future évolution dans les 5 ans à venir (SAD Mixte), nous oblige à avoir un standard téléphonique plus performant, plus flexible et plus adapté à nos usages.

Cette nouvelle fonctionnalité est mise en place depuis mars 2026. Une dénonciation du contrat avec ORANGE est en cours.

L'ensemble des portables mobiles va être renouvelé en juillet 2026.



▪ **Dénouciatiu du contrat de sous location**

les prévisions d'augmentation de notre activité, rend nécessaire la récupération ces locaux sous loués à VYV, au 1^{er} janvier 2027. Une approche a été faite auprès de la Directrice de VYV, afin de l'informer de notre décision.

▪ **SAD Mixte**

Depuis janvier 2026 :

- Le dossier SAD mixte est réputé complet en raison de l'absence de retour dans les 7 jours après le dépôt, de l'ARS et du Conseil Départemental. Toutefois un délai de 6 mois est accordé au SMAD pour la mise en conformité exacte du dossier avec le cahier des charges, afin d'avoir l'agrément SAD Mixte, et pouvoir facturer des actes de l'aide. A ce jour ni l'ARS et ni le Conseil Départemental ne nous a approchés.
- Mise en place d'un comité de pilotage (COPI) tous les 15 jours, entre le SMAD et le service d'aide à domicile de Combs la ville.
- Recrutement par le SMAD, d'une responsable coordination aide et soin à partir du 4 mai prochain.
- Le CD finance la mise en place des SAD Mixte. Une enveloppe de 40 000 € est proposé à chaque SSIAD- Une feuille de route doit être renseignée. Elle concerne les volets RH, le système d'information avec des outils communs informatiques interoperables, la régularisation du CPOM SAD Mixte, les supports de communication, la conformité des locaux pour le SAD Mixte, QVCT

▪ **Renouvellement du parc véhicules**

Renouvellement de 15 véhicules CITROEN C1, en fin de contrat de 60 mois (155.87 €) pour 15 véhicules TOYOTA Aygo en LLD pour 60 mois (250.01 €), en raison du fait que la production de ces CITROEN C1 est arrêtée.

▪ **Informatique**

Renouvellement du parc informatique avec amélioration des performances avec notre prestataire INNOVA (notre prestataire j DIFFUSION ayant arrêté ses activités

